




AVS  
AI  
APG  
AC  
AF

**Caisse de compensation**  
**Office de l'assurance invalidité**  
**Caisse de chômage**  
**Caisse d'allocations familiales**

 du Jura  
2350 Saignelégier

# RAPPORT DE GESTION

# 2004



## III. Caisse de chômage

### 1. Activité de la caisse

La Caisse de chômage du Jura déploie son activité sur tout le territoire de la République et Canton du Jura. Elle collabore étroitement avec le personnel des ORP, en répondant à toutes les questions qui se posent au sujet de l'indemnisation. Les demandeurs d'emploi, en s'annonçant à l'office communal du travail, choisissent la caisse auprès de laquelle ils vont déposer leur demande.

En plus des indemnités de chômage proprement dites, l'assurance-chômage connaît :

- l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail,
- l'indemnité en cas d'intempéries,
- l'indemnité en cas d'insolvabilité de l'employeur, versée uniquement par la Caisse de chômage du Jura ;
- les mesures relatives au marché du travail.

En 2004, les dépenses sont quasiment identiques à celles de l'année 2003. Quelques variations sont enregistrées selon les genres de prestations. L'indemnité de chômage et les allocations pour enfants accusent une hausse de 670 000 francs. Les indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail sont en baisse de 2,86 millions. Quant à l'indemnité en cas d'insolvabilité, elle enregistre aussi une diminution de dépenses de 760 000 francs. En ce qui concerne les mesures actives du marché du travail, les frais de projets et les allocations d'initiation au travail sont en augmentation de 1,88 million. Les unités de prestations (statistique des cas traités) passent de 60 999 en 2003 à 56 949 en 2004. Cette baisse s'explique notamment par le fait que les unités de prestations réalisées en 2002 et 2003 en rapport avec les accords bilatéraux étaient englobées exceptionnellement dans les unités de prestations 2003. D'autre part, la caisse n'a pas envoyé des dossiers au centre de microfilmage en 2004 (archivage), la préparation de ces dossiers étant une source d'unités de prestations.

Il convient également de préciser que l'année 2004 a été marquée par l'introduction de la gestion électronique des documents (GED). Cette nouvelle application informatique consiste à supprimer les documents papier, le courrier étant scanné au moment de la réception. Les dossiers sont ensuite traités par affichage des documents à l'écran. Cette nouvelle application a nécessité un investissement important de la part des collaboratrices et collaborateurs de la caisse de chômage. L'augmentation des frais d'administration en 2004 résulte des frais d'investissement liés à cette nouvelle application.



## 2. Statistiques

Les chiffres qui suivent se rapportent uniquement aux affaires traitées par notre caisse de chômage. Ils ne reflètent donc pas la situation de l'ensemble du canton.

Unités de prestations réalisées:	2003	2004
Inscriptions IC/MMT	14 253	11 727
Décomptes mensuels effectués	33 033	35 480
Décomptes mensuels pour la réduction de l'horaire de travail	2 350	1 445
Décomptes mensuels pour intempéries	480	500
Décomptes pour l'insolvabilité	3 700	1 730
Autres cas traités	1 094	1 735
Autres tâches	6 089	4 332
Unités de prestations	60 999	56 949

### Situation du chômage dans le canton

Nombre de chômeurs par district:	31.12.2003	31.12.2004
- Delémont	1 003	905
- Porrentruy	562	474
- Franches-Montagnes	148	148
<b>Total</b>	<b>1 713</b>	<b>1 527</b>
Taux de chômage:	5%	4,5%
Nombre des demandeurs d'emploi par district:		
- Delémont	1 444	1 402
- Porrentruy	812	750
- Franches-Montagnes	205	212
<b>Total</b>	<b>2 461</b>	<b>2 364</b>
Taux des demandeurs d'emploi	7,2%	6,9%



### 3. Comptabilité

#### Compte d'exploitation

##### DÉPENSES

	2003	2004
Indemnités de chômage	19 200 536.15	19 842 054.10
Allocations pour enfants	682 104.20	718 470.30
Indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail	4 545 719.50	1 682 121.60
Indemnités en cas d'intempéries	258 063.15	260 143.05
Indemnités en cas d'insolvabilité	1 237 608.50	475 132.15
Frais de projet	3 387 515.65	5 006 768.10
Allocations de formation	157 872.--	268 423.35
Contributions sociales allocations de formation	--	18 738.45
Frais de cours	1 257 233.70	1 499 049.--
Restitution frais de cours bénéficiaires	3 950.--	--
Allocations d'initiation au travail	435 636.50	697 312.65
Frais de déplacements quotidiens	18 394.05	8 484.75
Frais de déplacements hebdomadaires	14 243.65	13 566.40
Avances AEP Accords bilatéraux	6 705.15	1 306.55
Frais d'administration	885 142.90	1 064 244.10
Frais de justice et procédure	200.--	1 889.25
Frais de poursuites	733.30	1 094.--
Bonification risque responsabilité	5 780.--	8 753.--
Intérêts débiteurs	35.50	55.60
Autres amortissements	925.45	13.80
Différence d'arrondi	-.05	-.05
Fonds de roulement	--	156 546.25

##### Total

32 090 499.40

31 724 166.50

##### RECETTES

Avances pour paiements	30 000 000.--	30 000 000.--
Intérêts actifs	4 133.95	5 439.65
Remboursement d'indemnités en cas d'insolvabilité	104 268.75	31 352.95
Recettes stages professionnels	33 169.40	22 411.95
Restitutions anciennes prestations	2 326.55	- 127.50
Retenues AVS	968 440.30	1 001 311.75
Retenues SUVA	563 116.50	581 362.15
Retenues LPP	76 584.40	81 406.10
Recettes de frais de justice	200.--	--
Recettes de frais de poursuites	234.65	249.--
Différence d'arrondi	--	-.05
Autres recettes	--	760.40
Fonds de roulement	338 024.90	--

##### Total

32 090 499.40

31 724 166.50



## Bilan de clôture

### ACTIFS

	2003	2004
CCP	25 651.91	29 153.11
Banques	1 060 966.55	1 522 505.05
Impôt anticipé	1 367.05	1 813.80
Avances aux assurés	724 012.25	368 849.70
Demandes de restitution	111 486.30	107 591.35
Créances art. 29 LACI	424 430.10	574 592.15
Créances d'insolvabilité	1 371 669.75	1 440 730.55
Créances stages professionnels	17 573.65	21 252.65
Mobilier et machines de bureau	82.--	82.--
Hardware	26 028.--	30 204.--
<b>Total</b>	<b>3 763 267.56</b>	<b>4 096 774.36</b>

### PASSIFS

Prestations non transmissibles	2 000.--	6 725.35
Créancier (impôt à la source fédéral IC)	26 711.40	21 875.--
Autres créanciers	39 009.15	3 091.80
Provisions (art. 29 LACI)	439 659.30	574 592.15
Provisions pour insolvabilité	1 371 669.75	1 440 730.55
Provisions bonification risque responsabilité	6 708.05	15 499.70
Provisions stages professionnels	17 573.65	21 252.65
Passifs transitoires	116 611.35	113 136.--
Fonds OFIAMT au 31 décembre	1 743 324.91*	1 899 871.16*
<b>Total</b>	<b>3 763 267.56</b>	<b>4 096 774.36</b>

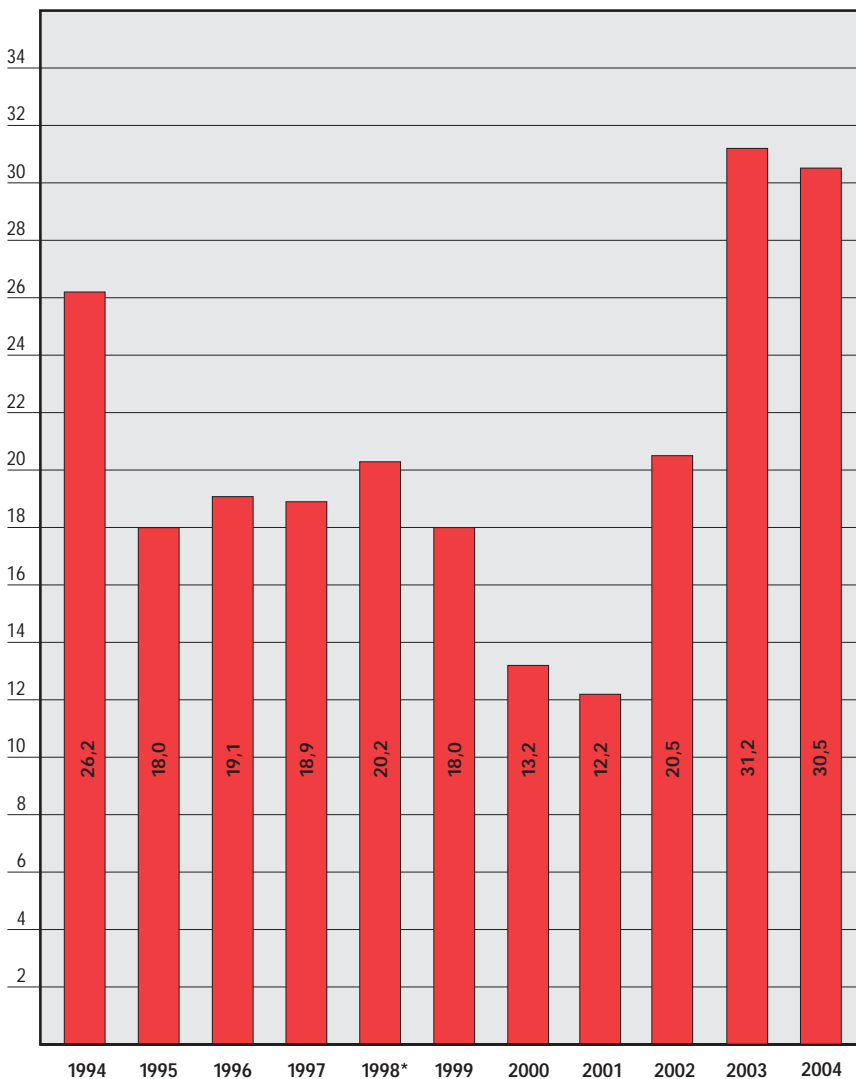
\* soit :

	2003	2004
Fonds OFIAMT au 1 <sup>er</sup> janvier	2 081 349.81	1 743 324.91
Fonds de roulement	- 338 024.90	156 546.25
Fonds OFIAMT au 31 décembre	1 743 324.91	1 899 871.16



## 4. Evolution des dépenses

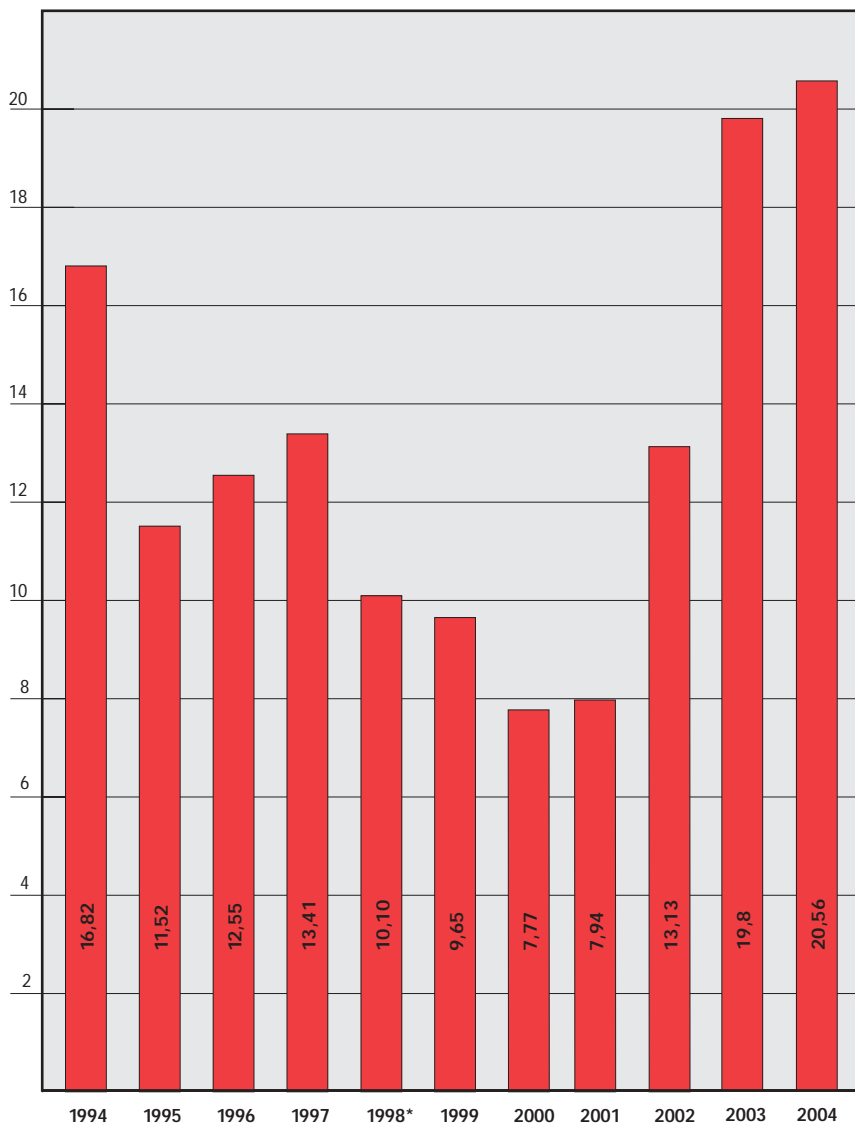
Totalité des prestations versées (en millions de francs)



\* Prestations sur 11 mois (1.2.-31.12.1998) y compris les nouvelles mesures relatives au marché du travail



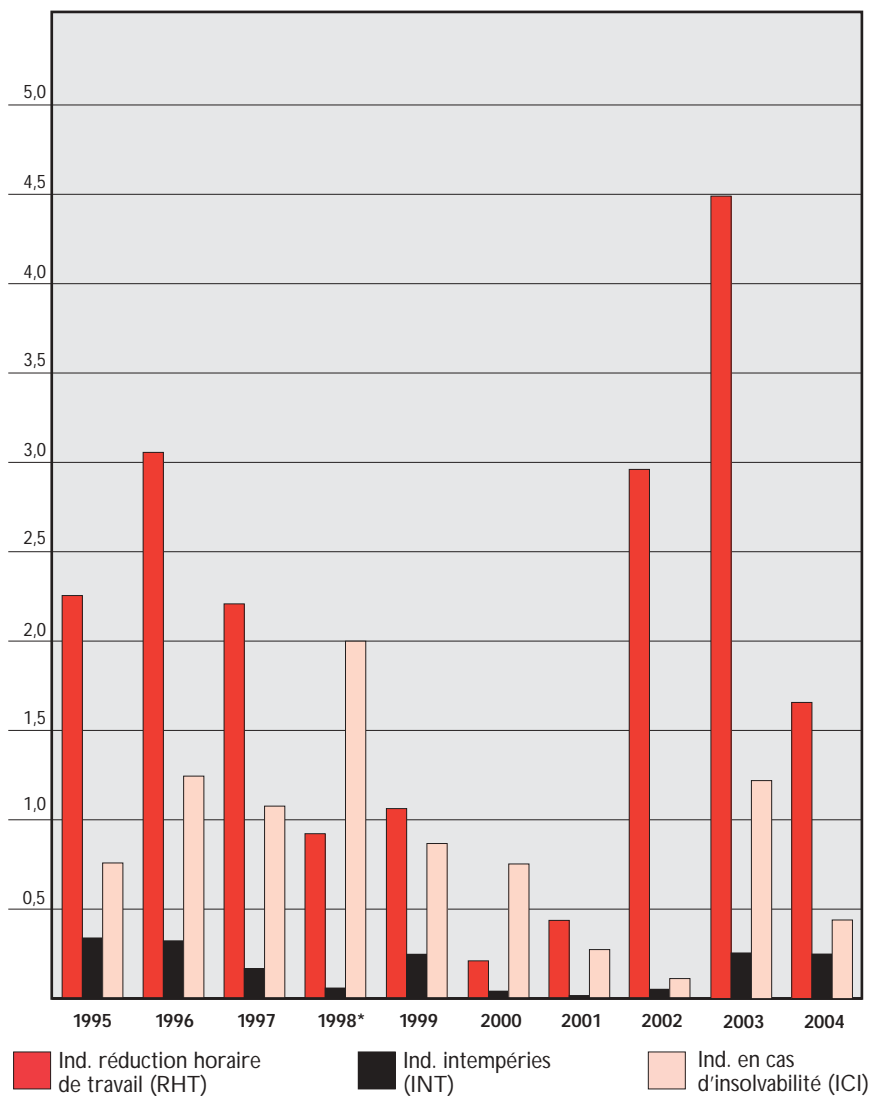
## Indemnités de chômage (en millions de francs)



\* Prestations sur 11 mois (1.2.-31.12.1998)



## Indemnités RHT - INT - ICI (en millions de francs)

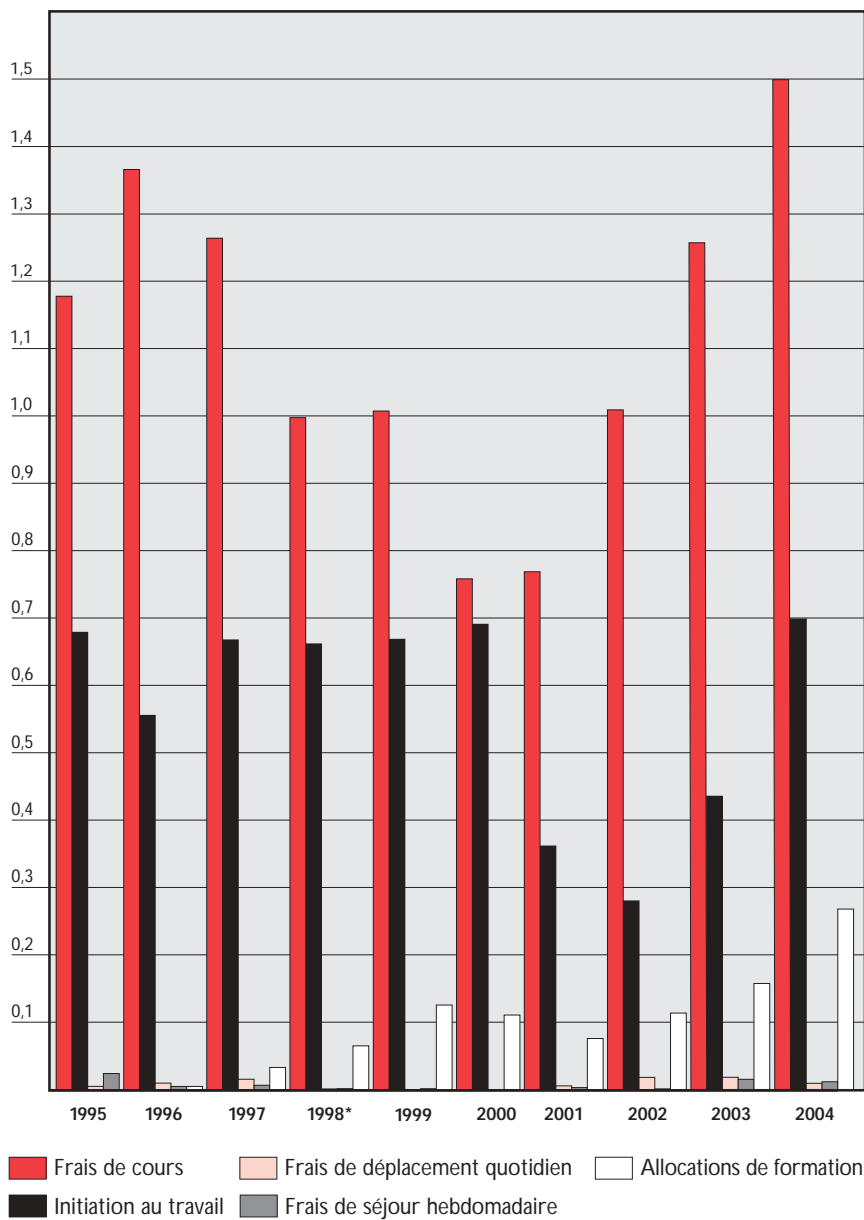


\* Prestations sur 11 mois (1.2.-31.12.1998)





## Mesures relatives au marché du travail (en millions de francs)



## 1. Décisions sur opposition rendues par nos institutions

Matières	Cotisations AVS/AI APG/AC		Art. 52 LAVS		Prestations AVS		Prestations AI		Prestations AC		Prestations complément.		Alloc. fam. agricoles fédérales		Alloc. fam. aux salariés et non-actifs		Assurance-maladie		Total		Cas traités
	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	
2003	8	146	1	1	0	1	45	11	7	2	12	9	0	0	-	-	14	4	89	174	263
2004	23	3	0	0	1	0	114	21	17	3	40	22	1	0	-	-	9	7	205	56	261

R = rejeté / A = admis

Suite à l'entrée en vigueur de la LPGA au 1er janvier 2003, la procédure d'opposition est appliquée dans l'ensemble de nos domaines d'activité, à l'exception de celui des allocations familiales aux salariés et non-actifs.



## 2. Jugements rendus par les tribunaux

### Tribunal cantonal

Matières	Cotisations AVS/AI APG/AC		Art. 52 LAVS		Prestations AVS		Prestations AI		Prestations AC		Prestations complément.		Alloc. fam. agricoles fédérales et non-actifs		Alloc. fam. salariés et non-actifs		Assurance-maladie		Total		Cas traités	
	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A		
1992	12	2	0	1	2	0	15	5	10	1	11	2	0	0	0	0	0	0	0	50	11	61
1993	11	1	0	0	1	1	25	10	12	3	6	2	0	0	4	0	0	0	0	59	17	76
1994	6	1	0	1	2	0	14	9	14	4	8	5	1	0	6	2	0	0	51	22	73	
1995	8	0	0	1	3	0	20	10	7	0	10	3	0	0	2	0	0	0	50	14	64	
1996	5	2	0	0	3	0	17	7	10	3	10	2	0	0	1	0	0	0	46	14	60	
1997	3	2	2	1	1	0	21	6	6	3	5	3	0	0	1	0	3	0	42	15	57	
1998	4	0	0	4	0	0	5	5	6	4	11	3	0	0	1	2	4	0	31	18	49	
1999	5	1	0	3	2	0	26	12	3	2	9	3	0	0	2	0	3	0	50	21	71	
2000	7	1	0	3	3	1	30	23	10	1	9	0	0	0	7	6	2	2	68	37	105	
2001	10	0	3	8	2	0	36	17	5	1	8	2	0	1	4	1	1	0	69	30	99	
2002	1	0	0	1	1	0	33	22	3	0	10	0	0	0	3	3	0	0	51	26	77	
2003	0	0	1	1	3	0	7	2	3	0	12	1	0	0	2	4	1	1	29	9	38	
2004	1	0	0	0	0	0	21	6	0	0	10	1	0	0	0	1	1	0	33	8	41	

R = rejeté / A = admis

### Tribunal fédéral

Au cours de l'année 2004, le Tribunal fédéral a statué sur 4 affaires portées devant sa juridiction. Il a rejeté les recours d'une nouvelle rentière AI qui demandait que lui soit versé le rétroactif total de sa rente sans compensation des soldes de la rente complémentaire pour conjoint et des rentes d'enfants reçues pour son mari déjà invalide, d'une bénéficiaire de prestations complémentaires qui contestait la restitution d'une part de sa prestation complémentaire alors qu'elle n'avait pas annoncé le partage de son logement avec son neveu et d'un bénéficiaire de prestations complémentaires qui demandait d'exclure de sa fortune une donation. Il a également rejeté les recours de trois administrateurs d'une société anonyme actionnés dans le cadre de l'article 52 LAVS.



### Caisse de chômage

Jean-Marie **Boillat**, chef du service (01.09.79)

Carine **Dubois**, agente administrative à 63 % (01.10.02)

Isabelle **Gogniat**, agente administrative (01.11.87)

*Nathalie Roy, agente administrative (06.05.02 – 31.10.04)*

Nicole **Ivone-Sauser**, agente administrative (13.01.03)

*Mariève Terville-Frésard, agente administrative à 38 % (01.08.95 – 29.02.04)*

Anne-Astrid **Vettese**, agente administrative (12.12.91)

Marie-Claire **Veya**, agente administrative (01.01.02)

Christel **Frey**, employée auxiliaire (19.05.03)

Sarah **Froidevaux**, employée auxiliaire (20.09.04)

Joëlle **Hallinger**, employée auxiliaire à 50 % (19.01.04)

Gaetan **Viatte**, employé auxiliaire (18.10.04)

Caisse de compensation du Jura  
Rue Bel-Air 3  
Case postale  
2350 Saignelégier

Tél. : 032 952 11 11  
Fax : 032 952 11 01  
Courriel : mail@ccju.ch

[www.caissevsjura.ch](http://www.caissevsjura.ch)